L'affaire Pidermann et le Comité suisse d'aide aux prisonniers soviétiques de la guerre de Finlande (1942)

Daniel Künzi

L'article qui suit est de la plume d'un réalisateur suisse renommé, auteur de films documentaires. Au vu de l'actualité de la thématique et de son intérêt, la rédaction a décidé de publier ce texte qui s'apparente davantage à un essai.

Le 30 novembre 1939, la Finlande subit l'invasion de l'Union soviétique. Malgré la résistance des Finlandais, ceux-ci signent l'armistice le 13 mars 1940. Le 25 juin 1941 marque le début de la guerre de continuation entre l'Union soviétique et la Finlande soutenue par le Troisième Reich, qui durera jusqu'en septembre 1944. Parmi les témoins privilégiés de ces événements figure le Suisse Guido Pidermann (1911–1989). Bien que son rôle reste encore peu étudié,[1] son action donnera lieu à une véritable affaire d'État, qui eut des échos au-delà des frontières suisses, impliquant à la fois le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et la Finlande. Pidermann entreprend en effet une action humanitaire pour porter secours aux milliers de prisonniers soviétiques de la guerre de Finlande par l'intermédiaire d'un Comité ad hoc fondé en Suisse – action qui trouve un large écho dans les milieux intellectuels progressistes et communistes, tant au sein des parlements cantonaux que dans la presse.

Cet article analyse l'action du médecin suisse en se focalisant sur ce qui deviendra connu sous le nom d'«affaire Pidermann». Les efforts de ce dernier seront en effet entravés par le CICR et le Conseil fédéral. Sous l'effet des pressions croissantes exercées par le Comité pour l'aide aux prisonniers russes de la guerre de Finlande, le Conseil fédéral finira cependant par accorder une aide substantielle. L'affaire révèle les dynamiques du paysage politique suisse de l'époque et de ses acteurs, dans le contexte de l'anticommunisme; elle nous servira de point d'entrée pour nous pencher aussi sur le rôle de la Croix-Rouge comme actrice et interroger, sur la base de l'analyse de sources conservées aux Archives fédérales suisses, les tensions entre action humanitaire, neutralité et politique extérieure de la Suisse durant la Deuxième Guerre mondiale.

1 Pierre Jeanneret, 75 ans de solidarité humanitaire. Histoire de la Centrale sanitaire suisse, Lausanne 2013, p. 37–39.

Les circonstances de l'affaire Pidermann

Les relations entre la Suisse et l'URSS ont été marquées par une longue parenthèse. Elle découle de l'expulsion des diplomates soviétiques à Berne, le 10 novembre 1918, dans la foulée de la Grève générale.[2] Ceux-ci furent accusés d'avoir été mêlés à cet événement historique: une accusation qui, même si elle se révélera fausse, met pourtant fin aux relations diplomatiques entre la Confédération helvétique et l'URSS.[3] Les échanges culturels et économiques continuent cependant, ralentis par l'anticommunisme helvétique. Dans ce contexte, un canal semi-officiel d'échanges poursuit son fonctionnement, placé sous les auspices du CICR. En effet, la «Croix-Rouge russe de la République des Soviets» est reconnue officiellement le 15 août 1921. Son délégué, Serguei Bagotski, le président du Comité central pour le rapatriement des réfugiés russes, a alors un travail considérable: rapatrier les centaines de prisonniers de guerre russes détenus en Suisse, mais également s'occuper du transit des 15'000 soldats russes stationnés en France qui cherchent à retourner dans leur pays.[4]

Après la Première Guerre mondiale, le Comité du CICR va connaître un certain renouvellement. Auparavant uniquement genevois, il s'ouvre à des personnalités d'autres cantons; en 1923, Giuseppe Motta (1871–1940),[5] président de la Confédération à plusieurs reprises, le rejoint. Cette personnalité de droite conservatrice est pourtant favorable, dès cette époque, à ce que la Suisse reconnaisse l'URSS. Cependant, comme le note l'historien Jean-Claude Favez, «[a]u total, malgré cette extension du Comité à l'ensemble de la Suisse et aux principales familles politiques du pays, le CICR demeure marqué longtemps par son caractère genevois, dynastique et patricien».[6]

Pour la Confédération suisse, une première ouverture diplomatique en direction de l'URSS se présente avec la signature du pacte germano-soviétique en 1939. Les bonnes relations entre la Suisse et l'Allemagne[7] favorisent un rapprochement de la Suisse avec l'URSS. C'est ainsi qu'en février 1941, un accord commercial sous le patronage de la Division des affaires étrangères et l'URSS est signé. Une fenêtre s'entrouvre, permettant une reprise des relations diplomatiques, réclamée par de nombreux milieux. La délégation suisse ne

2 Marc Vuilleumier [et al.], La grève générale de 1918 en Suisse, Genève 1977.

3 Jean-François Fayet, VOKS. Le laboratoire helvétique, Georg 2014, p. 67–68.

4 *Ibid.*, p. 76–77.

5 Mauro Cerutti, Giuseppe Motta, in: Dictionnaire historique de la Suisse (DHS), version du 25.03.2010, traduit de l'italien, https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/003524/2010-03-25/, consulté le 28.09.25.

6 Jean-Claude Favez, Une mission impossible? Le CICR, les déportations, et les camps de concentrations nazis, Lausanne 1988, p. 21.

7 Commission indépendante d'Experts Suisse-Seconde Guerre mondiale. La Suisse, le national-socialisme et la Seconde Guerre mondiale, rapport final de la commission d'Experts Suisse-Seconde Guerre mondiale, Zürich 2002. Voir aussi Marc Perrenoud, Banquiers et diplomates suisses (1938–1946), Lausanne 2011.

parviendra cependant jamais à Moscou du fait de l'attaque allemande contre l'URSS le 22 juin de la même année.[8]

Du côté de la réception des évènements internationaux en Suisse, c'est le climat anticommuniste qui prime. Suite à l'invasion de la Finlande par l'URSS le 30 novembre 1939, et alors que Staline spéculait sur une victoire autant facile que rapide sur ce pays neutre pour obtenir une capitulation en quelques jours, la résistance du peuple finlandais suscite l'admiration de la population suisse. La presse helvétique la soutient avec constance: on retrouve tant dans le journal socialiste *La Sentinelle*[9] que dans *La Gazette de Lausanne*[10] de nombreux appels à faire des dons pour aider les Finlandais.[11] Le climat anticommuniste redouble alors de vigueur.

À noter la parution de deux livres. Le premier, intitulé *Finlande ce que j'ai vu et entendu*, du colonel Henry Vallotton[12], relate sa visite sur le champ de bataille durant les premiers mois de la guerre, notamment les conditions des prisonniers soviétiques. Il raconte aussi qu'au cours de son séjour, il rencontre le maréchal Mannerheim, à qui il remet une lettre du général Guisan. Le second, qui vise également à sensibiliser la population helvétique à la cause des Finlandais, est *La Finlande en guerre* de Jean-Louis Perret,[13] présent à Helsinki lors du premier mois de la guerre. L'anticommunisme s'en donne à cœur joie dans ces deux livres, et le terme de «sauvage» est parfois utilisé pour qualifier les envahisseurs. La propagande cinématographique participe aussi à ce chœur anticommuniste: un discours du pasteur Lavanchy le 16 décembre 1939 exalte l'héroïsme du peuple finlandais sur fond de guerre en Finlande, et se termine sur des manœuvres hivernales de soldats suisses.[14]

Si le pacte germano-soviétique avait provoqué une grave crise dans le mouvement communiste, ainsi que dans la gauche nicoliste, l'attaque de la

8 Sophie Pavillon, L'ombre rouge. Suisse-URSS 1943–1944. Le débat politique en Suisse, Lausanne 1999, p. 36.

9 Le 4 janvier Edmond-Paul Graber signe un éditorial au titre évocateur, «Vive la Finlande». Le 6, le journal mentionne que le Groupe bâlois d'aide à la Finlande a recueilli CHF 100'000.-.

10 Dans son édition du 25 janvier, sous le titre «Pour la Finlande», il est rappelé que le vice-consul de Finlande à Lausanne organise une récolte de fonds.

11 La guerre d'hiver et la Suisse a fait l'objet de deux mémoires de Master: Lévy Morosi, L'Entente Internationale Anticommuniste en Finlande: comment transformer un échec politique en un succès médiatique, Université de Fribourg 2022 et Lionel Adler, La Suisse, la neutralité et la «Guerre d'hiver» entre la Finlande et l'URSS, Université de Genève 2013. Ce dernier contient trois pages (p. 37–39) sur «l'affaire Pidermann». Je les remercie pour leur collaboration.

12 Henry Vallotton, Finlande 1940, Lausanne 1940.

13 Jean-Louis Perret, La Finlande en guerre, Paris 1940.

14 Radio Télévision suisse, «Une Suisse en passion finlandaise (1939–1940)», Archives RTS: https://www.youtube.com/watch?v=6wm7iLVCO_0 (16.01.2025).

Finlande par l'URSS allait encore exacerber les tensions.[15] Le Parti socialiste suisse connaît une importante scission en 1933. À Genève, sa majorité, emmenée par Léon Nicole, ancien président du gouvernement genevois, approuvant le pacte germano-soviétique, est exclue du Parti socialiste suisse. La nouvelle formation genevoise est nommée Fédération socialiste suisse. Elle sera interdite avec le Parti communiste en 1940.[16]

Le 22 juin 1941 marque un tournant dans la Deuxième Guerre mondiale. L'Allemagne hitlérienne rompt son pacte avec l'URSS et l'attaque: c'est l'opération «Barbarossa», une offensive qui surprend Staline et prend l'Armée rouge au dépourvu. Les troupes nazies progressent très rapidement en direction de Moscou et de Kiev. Ce que craignait Staline se réalise: Léningrad se trouve à portée de canons de l'armée allemande.

Au Nord, les troupes nazies passent par la Suède qui leur ouvre ses portes pour attaquer l'URSS. Bien que la Finlande ait initialement proclamé sa neutralité, Hitler ne s'en soucie guère: ses forces y pénètrent sans résistance notable et sont accueillies favorablement par le maréchal Carl Gustaf Emil Mannerheim. «vereint mit finnischen Kameraden» (en association avec les camarades finlandais[17]), les troupes finlandaises se joignent aux forces hitlériennes pour attaquer l'URSS, espérant reconquérir les territoires perdus. L'aviation soviétique bombarde la Finlande le 22 juin 1941: c'est le début de la «guerre de continuation». La Grande-Bretagne déclare la guerre à la Finlande le 6 décembre 1941. En juin 1942, pendant qu'Hitler est reçu en Finlande par le maréchal Mannerheim, les prisonniers soviétiques s'entassent dans les camps de prisonniers finlandais.

L'odyssée finlandaise d'un médecin grison

Guido Pidermann (1911–1989) naît à Celerina aux Grisons. Pour en savoir davantage sur ce médecin et son activité humanitaire, les Archives fédérales fournissent un important matériau. En ouvrant le premier dossier à consulter, la pièce au sommet de la pile est inattendue: une licence de parachutiste délivrée en 1953, alors qu'il était âgé de 42 ans. Pidermann a de fait un fort penchant pour le nord et pour l'alpinisme. En 1938, il participe à une expédition du club alpin de Zurich au Groenland, à traîneau et à ski. Il sera le premier, avec son compagnon de cordée, à gravir le Mont Forel qui culmine à 3'383 mètres. Aux côtés de ses compétences comme chirurgien, la connaissance des conditions nordiques qu'a Pidermann, alors lieutenant, semble avoir constitué un élément

15 Voir à ce sujet Pierre Jeanneret, Un itinéraire politique à travers le socialisme en Suisse romande, Lausanne 1991, p. 435–436, ainsi que André Rauber, Histoire du mouvement communiste suisse, Genève 1997, p. 425.

16 André Rauber, Léon Nicole, Genève 2007, p. 169 et suivantes.

17 Louis Clerc, La Finlande dans la Seconde Guerre mondiale, Paris 2023, p. 142.

déterminant dans sa sélection pour participer à une mission humanitaire en Finlande au printemps 1941, après la guerre d'hiver.[18] Par la suite, on retrouvera Pidermann en Yougoslavie où il dirige quatre missions sanitaires dès 1944 avec les partisans du maréchal Tito. Lors de son séjour, il se marie avec Chela Graziela Harašić et le couple aura quatre enfants. Son orientation politique se situe clairement à gauche à cette époque: il est probable qu'il ait été proche du Parti communiste. Cependant, sa participation à ces missions en Yougoslavie pourrait indiquer qu'il avait des divergences politiques avec le stalinisme. Il poursuivra par la suite son activité humanitaire et médicale en Europe et en Afrique avec le CICR.[19]

En juin 1942, Pidermann se rend au Consulat de Finlande à Bâle afin de proposer ses services pour venir en aide aux prisonniers soviétiques détenus dans les camps finlandais dans des conditions épouvantables. À l'instar de l'URSS, la Finlande n'avait pas signé la Convention de Genève de 1929 sur les prisonniers de guerre.[20] Cependant, le CICR fait pression sur les belligérants pour avoir accès aux prisonniers des deux camps. Les sources ne révèlent pas la manière dont Pidermann a pris connaissance de la situation de ces prisonniers, et d'autres sources seraient nécessaires pour appréhender ses motivations personnelles. Cela étant, il semble que l'approbation des autorités fédérales était encore nécessaire pour qu'il puisse quitter la Suisse. Malgré certaines réticences, elle lui est finalement accordée, d'autant que les autorités avaient déjà validé les missions sanitaires du colonel Bircher pour accompagner les troupes hitlériennes en septembre 1941. Pidermann peut ainsi accompagner Johann A. Graf, représentant de la Croix-Rouge internationale en Finlande, dans les camps de prisonniers de guerre soviétiques, muni d'un appareil photo. Ce dernier avait en effet obtenu la confiance personnelle du maréchal Mannerheim pour effectuer ces visites.

Ce que Pidermann découvre en Finlande le choque. Même l'écrivain finlandais Arto Paasilinna dresse alors un compte-rendu inquiétant de l'état des prisonniers russes:

> Les malheureux semblaient en piètre état. Lorsqu'ils arrivaient en train à la gare, certains étaient si malades qu'ils devaient ramper hors des wagons à bestiaux. Quelques-uns, amputés, marchaient avec une jambe de pantalon vide flottant au vent.[21]

18 Shara Janseitova Berlincourt, Hommage an den Bündner Arzt und Humanisten Guido Piderman, in: Bündner Jahrbuch: Zeitschrift für Kunst, Kultur und Geschichte Graubündens 51 (2009), p. 118–132.

19 Certaines sources écrivent Pidermann avec un seul n; nous avons rectifié.

20 Tigran S. Drambyan, Des pages méconnues de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale: les prisonniers de guerre soviétiques en Finlande (1941–1944), in: Revue international de la Croix-Rouge 82/839 (2000), p. 663–672.

21 Arto Paasilinna, Sang chaud, nerfs d'acier, Paris 2011, p. 152.

Fig. 1: Prisonnier de guerre russe en Finlande atteint d'une ascite sévère (hydropisie abdominale). Photo du médecin zurichois Guido Pidermann. «Ascite sévère, dysenterie a bacillaire due à la malnutrition», Schweizerisches Sozialarchiv, Zurich, F Fc-0010–47, https://www.bild-video-ton.ch/bestand/objekt/Sozarch_F_Fc-0010-47 (16.01.2026).

Peu avant l'arrivée de Pidermann, Hitler avait rendu visite au Maréchal Mannerheim le 4 juin 1942, jour de son anniversaire. Nous ne savons pas si la question des dizaines de milliers de prisonniers russes était aussi à l'ordre du jour.

Une image valant mille mots, Pidermann ramènera une importante quantité de photographies, conservées aux Archives sociales suisses à Zurich. Dans un *Memorandum* de 17 pages qu'il rédige suite à son voyage,[22] Pidermann présente 30 photos: des portraits de groupe en extérieur, en intérieur, puis de différents prisonniers russes en pied souffrant de différentes pathologies: tuberculose galopante, œdème de famine ascite, néphrite aiguë, scarlatine au stade desquamatif, tuberculose pulmonaire caverneuse, paralysie faciale, tumeur abdominale, amputés, pellagre, etc. Certains clichés sont en plan rapproché. On trouve aussi la photographie d'une ration alimentaire. Ses photographies n'incluent aucune femme.

Dans un rapport non signé du 2 juin 1943 et noté «strictement confidentiel», il est mentionné que

> [l]e Dr Pidermann portait un appareil avec lui et prenait de nombreuses photos des différents camps et de leurs détenus […]. On a surtout remarqué que le Dr

22 AF, E4001C#1000/783#2785. Behandlung russischer kriegsgefangener in Finnland.

> Pidermann dépensait énormément d'argent, même s'il ne recevait en Finlande qu'un salaire de capitaine avec lequel il n'aurait pu couvrir ses dépenses importantes.[23]

Son voyage n'est pas apprécié par l'armée: dans une note du 27 octobre 1942 adressée au conseiller fédéral Pilet-Golaz, Edouard de Haller (1897–1982), délégué du Conseil fédéral aux œuvres d'entraide internationale, mentionne que Pidermann a eu un entretien avec le colonel brigadier Vollenweider qui estime que «ses projets étaient pour le moins discutables».[24] En outre, il remarque que

> [l]e docteur Pidermann a pris contact avec le CICR aussitôt après son retour de Finlande. Ses propositions ayant été traitées évasivement, il s'est mis en contact avec le Consul d'Amérique à Genève, qui lui a réservé un accueil très sympathique.[25]

On peut estimer que l'accueil réservé par l'Ambassade n'a pas été apprécié par de Haller. Ce dernier ajoute encore: «[a]près avoir vainement cherché à freiner M. Pidermann, le CICR a fait toute réserve quant à son initiative».[26] À ce stade, le CICR s'oppose dans la forme comme dans le fond à l'initiative de Pidermann, qui semble agir de son propre chef: il n'a, semble-t-il, pas le soutien de la Croix-Rouge finlandaise pour sa mission pendant la guerre de continuation.

Celui-ci fait éditer et expédier à titre personnel son *Memorandum* à chaque conseiller fédéral et il fait parvenir un appel à la solidarité à 200 personnalités pour récolter des fonds.[27] Il décrit en termes médicaux très techniques les maladies et les conséquences de la faim qui menacent et tuent les détenus. La nourriture comme les soins qui leur sont apportés sont selon lui très insuffisants. Ce document détaille les conditions de vie extrêmement dures des camps:

> J'ai trouvé les prisonniers dans les camps où je suis allé dans un état effroyable. Les plus touchés étaient trop faibles pour se tenir sur leurs jambes. Beaucoup étaient couchés depuis des jours et des semaines sur des planches dans les baraquements ou dans l'infirmerie et souffraient de diarrhée. […] J'ai ausculté les prisonniers et je n'ai rien trouvé de spécial en dehors de la sous-alimentation générale. Une semaine plus tard, je constatai chez les mêmes hommes de grosses cavernes dans les poumons. Dans ce cas, ils meurent au bout de quatre à six semaines d'une tuberculose galopante […] Dans ces conditions il est à craindre que 10'000 hommes de plus périssent pendant cet hiver.[28]

23 AF, E4450#1000/864#4452*, Guido Pidermann, Über die Frage der russischen Kriegsgefangenen in Finnland Zürich Selbstverlag (Dossier). Le montant de ces dépenses importantes n'est pas chiffré.

24 AF, E4001C#1000/783#2785 sous-dossier 000002, Behandlung russischer kriegsgefangener in Finnland.

25 *Ibid.*

26 *Ibid.*

27 AF, E4001C#1000/1552#6132*, Behandlung russischer kriegsgefangener in Finnland. Une copie de ce rapport est conservée au Musée Historique de Lausanne.

28 *Idem.*

Fig. 2: Prisonnier de guerre russe en Finlande en 1942, pris par le médecin zurichois Guido Pidermann. Schweizerisches Sozialarchiv, Zurich, F Fc-0010–22, https://www.bild-video-ton.ch/bestand/objekt/Sozarch_F_Fc-0010-22 (16.01.2026).

Cette publication n'est pas appréciée de certains milieux étatiques. Guido Pidermann reçoit un courrier le 29 octobre 1942 dans lequel Herbert Lang (1898–1975), fonctionnaire au DFAE qui deviendra représentant à la Commission nationale suisse pour l'UNESCO de la Section du commerce du livre, lui rappelle que

> tous les documents militaires, politiques, économiques affectant directement ou indirectement les relations avec l'étranger sont soumis à approbation de la Division presse et radio, section commerce du livre. Puisque nous ne connaissons pas l'écrit que vous envisagez, et que nous ne savons pas non plus sur quelle base vous l'utilisez. Si vous souhaitez réaliser des ventes, nous vous serions très reconnaissants de nous fournir de plus amples informations. Nous aimerions particulièrement savoir dans quelle édition et à qui a été distribué l'ouvrage que vous avez déjà publié sous forme manuscrite.[29]

Le 3 novembre 1942, Pidermann répond à cette lettre de la censure: «[m]on rapport sur la situation des prisonniers russes en Finlande n'est pas publié».[30]

L'affaire Pidermann

Les révélations sur le sort des soldats soviétiques en Finlande prennent de l'ampleur. C'est ainsi que l'on trouve une note du Ministère public du 7 décembre 1942, qui sous le label «[p]ropagande communiste», résume la situation:

> En été 1942, un Mr Graf a représenté la Croix-Rouge internationale en Finlande. Un Dr Pidermann, après bien des intrigues, parvint à se faire désigner pour accompagner M. Graf en Finlande. […] de retour récemment à Zürich, le Dr Pidermann n'eut rien à faire de plus pressé […] que de faire des conférences tendancieuses et d'organiser un Comité de secours aux prisonniers russes. […]. L'impression de M. Graf est que Pidermann se préoccupe peu du sort des russes prisonniers, mais profite de son voyage à des fins politiques.[31]

Nous avons mentionné les livres de Vallotton et de Perret publiés en Suisse, lors de la guerre d'hiver, vantant la résistance des Finlandais face aux agresseurs soviétiques. Ceux qui évoquent la guerre de continuation, la Finlande se retournant avec les Nazis contre l'Union soviétique, semblent bien faire l'objet d'une censure méticuleuse. C'est ainsi qu'un ouvrage de Didier Roussillon-Leuba, *Vérités sur la Finlande et quelques autres pays*, est refusé, après recours, par la Division presse et radio. Celle-ci lui reproche notamment d'estimer justifiées les propositions de corrections de frontières présentées par l'URSS. L'auteur mentionne bien, pour sa défense, qu'il est «anti-communiste». En vain, le couperet tombe:

29 AF, E4450#1000/864#4452*, Guido Pidermann, Über die Frage der russischen Kriegsgefangenen in Finnland Zürich Selbstverlag (Dossier), Courrier de Herbert Lang du 29 octobre 1942, sous-dossier 0000002.

30 *Ibid.*, Note du Ministère public du 7 décembre 1942, «Propagande communiste»,.

31 *Ibid.*, Réponse de Guido Pidermann à cette lettre de la censure, 3 novembre 1942.

> La publication de l'ouvrage a été interdite parce que l'auteur tente, sans y réussir, de démontrer «le désir d'agression de la Finlande contre la Russie» – parce que son but est «une apologie de la Russie soviétique et de son état actuel communiste» – enfin parce qu'il attaque violemment des pays avec lesquels la Suisse entretient des relations diplomatiques normales.[32]

Le *Memorandum* de Guido Pidermann parvient à la Légation de Finlande à Berne. L'ambassadeur Voionmaa n'apprécie pas cette lumière crue projetée sur les soldats russes captifs dans son pays. Il rédige ainsi un communiqué le 5 décembre 1942:

> Les prisonniers russes, au point de vue de leur alimentation, sont traités sur le même pied d'égalité que la population finlandaise. Le tableau suivant permet de comparer les rations alimentaires touchées par les prisonniers avec celles que reçoit la population civile:
>
> Calories par jour; civils ou prisonniers fournissant un travail léger: population civile finlandaise 1839–2044 (prisonniers russes 1898) […]. Selon la Légation de la Finlande, en une année de guerre, de juillet 1941 à juillet 1942, la Finlande a fait 56'000 prisonniers environ, 12'000 sont décédés.[33]

Pour démentir les observations de Pidermann, il ajoute: «[i]l est donc tout à fait inexact, comme cela a été affirmé de certains côtés, que la situation des prisonniers de guerre est catastrophique». Cependant, la note se conclut ainsi:

> Toutefois comme certaines catégories de la population finlandaise – réfugiés caréliens, enfants orphelins, les prisonniers de guerre souffrent d'une certaine classe d'aliments et du défaut de certains médicaments. C'est pourquoi le maréchal de Finlande, commandant en chef des armées finlandaises, et la Croix-Rouge finlandaise, ont depuis longtemps pris contact avec le Comité international de la Croix-Rouge, qui est l'institution la plus qualifiée pour agir en semblable occurrence.[34]

La diffusion de cette réponse de l'ambassade de Finlande par la Radio suisse provoquera quelques remous: le conseiller fédéral Pilet-Golaz est furieux, estimant que les émetteurs «ne sont pas mis à la disposition des diplomates étrangers» – et surtout, sans aucune censure préalable.

Le scandale des conditions de détention des prisonniers soviétiques va cependant provoquer des turbulences diplomatiques. C'est ainsi que dans un rapport signé d'Edouard de Haller au sujet d'un entretien avec Charles Amédée Schlumberger, nouveau délégué du CICR en Finlande, et daté du 1er février 1943, il est écrit:

32 AF, E4450#1000/864#3288*, lettre de la Division presse et radio du 24 juin 1943. Didier de Roussillon-Leuba (M. Leuba), «Vérités sur la Finlande et quelques autres pays».

33 *Idem.*

34 Notice de la Division des Affaires étrangères du Département politique pour le Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz, le 11 décembre 1942, p. 915, dodis.ch/47462.

> La polémique dite Pidermann et surtout ses échos dans la presse suédoise et américaine avaient vivement contrarié les autorités finlandaises, en particulier du maréchal Mannerheim.
>
> Monsieur Schlumberger qui a réussi à nous réhabiliter s'est longuement entretenu avec le président de la république et le maréchal Mannerheim. Il rapporte que l'affaire dite Pidermann est enterrée et qu'il faut empêcher sa résurrection à tout prix.[35]

À noter que le *Memorandum* de Pidermann n'évoque pas le sort des prisonniers avec le grade d'officiers de l'Armée rouge, ni celui d'éventuels Juifs. Un sujet peu documenté selon l'historien Louis Clerc, qui note que «le front de l'Est est le lieu d'atrocités en tout genre, liées au projet génocidaire nazi, mais aussi aux conditions de guerre totale en cours […]», et que «le front finlandais, bien qu'il soit encore peu étudié quant à ces questions, ne fait pas exception».[36]

La solidarité envers les prisonniers russes sous étroite surveillance

En Suisse, Guido Pidermann va déployer une activité exceptionnelle, avec l'aide de son ami, le médecin Hans Mühlestein, mais dans des conditions très délicates, notamment parce que ce dernier est victime d'une interdiction de s'exprimer en public. En 1936, Mühlestein mène la campagne de solidarité avec l'Espagne républicaine; il sera condamné en 1938 à un mois de prison pour cette activité.[37]

Pidermann fonde le Comité d'étude pour l'aide aux prisonniers russes de la guerre de Finlande qui se réunit pour la première fois le 29 octobre 1942 et comporte un certain nombre de personnalités de gauche. Le médecin prend contact avec la Croix-Rouge suisse, mais sans succès. Dans une lettre du 28 décembre 1942 adressée à la *Schweizerische Gesandschaft* (Mission consulaire) de Stockholm, le chef de la division des affaires étrangères du DPF, Pierre Bonne, fait remarquer que «l'autorisation officielle nécessaire à la réalisation de la collecte n'a été demandée que tardivement».[38] Il semble évident que l'ambassadeur du Reich en Suisse voit d'un très mauvais œil une aide adressée à des prisonniers slaves.

La police zurichoise surveillera de près ce Comité. Le 1er décembre 1942, une note à l'inspection de police mentionne qu'avec la création d'une aide aux

35 AF, E2001D#1968/74#166* Délégation du CICR: Finlande (1942–1943).

36 Louis Clerc, La Finlande dans la Seconde Guerre mondiale, Paris 2023, p. 180. Voir aussi au sujet des atrocités finlandaises Alexander Werth, La Russie en guerre, vol. 1, Paris 1965, p. 437.

37 Peter Huber, Le procès militaire contre Hans Mühlestein: un intellectuel piégé, in: Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier 13 (1997), p. 63–69.

38 Lettre du Chef de la Division des Affaires étrangères du Département politique, P. Bonna, au Ministre de Suisse à Stockholm, P. Dinichert, le 28 décembre 1942, www.dodis.ch/47472.

prisonniers soviétiques, «[i]l s'agit d'éviter [au] voisin du nord l'impression que la Suisse soutient le communisme».[39] Car ce document mentionne que le Comité comporte des «extrémistes de gauche», comme Léon Nicole, Karl Hofmaier (dirigeant communiste), Hans Mühlestein et le médecin Charlot Strasser, et émet la crainte que «d'autres objectifs pourraient être poursuivis que simplement des objectifs humanitaires».[40] À noter que le compte de chèque postal est le même que celui de la Centrale sanitaire suisse créée à l'occasion de la guerre d'Espagne.

À Genève comme à Bâle est aussi fondé un «Comité pour la défense des prisonniers russes en Finlande»,[41] le 8 décembre au café du Grütli. Cela n'échappe pas à la police qui en informe, par le biais du conseiller d'État genevois chargé du Département de justice et police, Georges-Auguste Witzig, le Ministère public fédéral, dans un rapport d'une douzaine de pages.[42] Car la soirée de fondation est un succès; 150 personnes sont au rendez-vous et, parmi elles, des personnalités politiques, du monde médical et de la culture. C'est Léon Nicole, ancien président du gouvernement genevois qui la préside. Le médecin Roger Fischer, très actif lors de la guerre d'Espagne, est nommé membre du Comité avec Emilie Vincent, épouse du communiste Jean Vincent.[43] Léon Nicole rappelle la situation dramatique des 45'000 prisonniers dont 15'000 sont déjà décédés.[44] Il évoque les premiers succès de leur initiative et ajoute qu'une banque leur a prêté 25'000 francs (la police mentionne qu'elle ne sait pas laquelle), et qu'ils ont obtenu, après de nombreuses démarches, l'autorisation d'effectuer une collecte. Roger Fischer mentionne que le Conseil fédéral a aussi fait un don de 20'000 francs à la Croix-Rouge en faveur des prisonniers. Louis Piguet ajoute que «des cartons de chaussures et de vêtements pourront aussi être recueillis». Le rapport de police se termine ainsi:

39 AF, E4450#1000/864#4452*, Guido Pidermann, Über die Frage der russischen Kriegsgefangenen in Finnland Zürich Selbstverlag (Dossier).

40 *Idem.*

41 L'organisme créé par Pidermann se nomme tantôt «Comité pour la défense des prisonniers russes en Finlande», mais on le retrouve également dans les correspondances sous l'appellation «Comité de secours aux prisonniers de guerre russes de Finlande», «Action pour les prisonniers russes de Finlande». Pour abréger, l'association créée par Pidermann est nommée «le Comité» dans les différentes correspondances et nous reprenons cette dénomination.

42 AF, E4450#1000/864#4452* Guido Pidermann, Über die Frage der russischen Kriegsgefangenen in Finnland Zürich Selbstverlag (Dossier). Rapport du Département de justice et police genevois au Ministère public du 22 décembre 1942.

43 Pour plus d'informations sur ces médecins, voir Pierre Jeanneret, 75 ans de solidarité.

44 Selon les archives finlandaises, 19'085 prisonniers de guerre soviétiques sont morts dans des camps de prisonniers en Finlande pendant la guerre de continuation, ce qui signifie que 29,6 % des prisonniers de guerre soviétiques capturés par les Finlandais n'ont pas survécu. Le nombre élevé de décès est principalement dû à la malnutrition et aux maladies. Cependant, environ 1'000 prisonniers de guerre ont été abattus, principalement lors de tentative de fuite. Lars Westerlund (éd.), Prisoners of War and Internees. A Book of Articles by the National Archives, Helsinki 2008.

> M. Léon Nicole a repris la parole pour ajouter qu'au moins cette fois les camarades auront la possibilité de faire quelque chose pour les camarades russes qui luttent depuis deux années contre leur agresseur.

Le Comité du Secours aux prisonniers de guerre russes de Finlande est reçu par le conseiller fédéral Pilet-Golaz le 7 décembre 1942. Celui-ci a probablement fait pression sur le Comité pour évincer Guido Pidermann, car on apprend en lisant le procès-verbal de son assemblée du 9 décembre à Zurich que son fondateur, le docteur Guido Pidermann, s'est retiré du Comité.[45] Une note de de Haller adressée au conseiller fédéral Pilet-Golaz et datée du 8 décembre 1942 utilise une formule différente: «[i]l a été décidé séance tenante, d'exclure M. Pidermann du Comité».[46] Quant à Graf, le délégué du CICR qui l'accompagnait, il a été limogé.

Dans le canton de Vaud, la solidarité envers les prisonniers russes commence également à s'organiser, mais de manière laborieuse, comme le révèle une écoute téléphonique du 12 décembre 1942 entre André Muret – futur secrétaire du Parti ouvrier populaire – et un certain Meylan:

> Il faudrait lancer la chose en y mettant une personnalité vaudoise tel A. Ramuz, André Bonnard, vous (rires), etc. […]. Si l'action part un peu du côté gauche, «Mais, Monsieur, cette œuvre n'a rien de politique. C'est une œuvre humanitaire et de bienfaisance». En tous cas dans le canton de Vaud il y a un mouvement qui se fait et il n'est pas si mauvais … surtout si M. Pilet-Golaz prenait … D'ici 15 jours nous aurons lancé le petit manifeste […] Nous ne sommes pas obligés d'attendre la permission de M. Pilet-Golaz, puisque la Croix-Rouge a accepté de prendre les choses en main.[47]

Le 21 janvier 1943, à Zurich, la «Centrale sanitaire suisse pour les soldats russes détenus en Finlande» organise une «soirée russe» («*Russenabend*»). Elle rassemble 1'200 personnes pour un ample programme culturel, enrichi par le choeur des travailleurs de Wiedikon et un ensemble de balalaïka. Le célèbre écrivain communiste Hans Mühlestein doit prendre la parole.

Cependant, les autorités zurichoises refusent de donner leur autorisation à cette soirée:

> [é]tant donné qu'elle est utilisée à des fins caritatives, la manifestation nécessite également l'autorisation conformément à la résolution du Conseil fédéral du 28 février 1941. Pour des raisons de neutralité cette autorisation ne peut pas non plus être accordée.[48]

---

45 AF, E2001D#1000/1552#6132*, Behandlung russischer Kriegsgefangener in Finnland. Rapport du comité d'aide aux prisonniers russes en Finlande datée du 10 décembre 1942, p. 1.

46 *Ibid.,* Rapport du Comité d'aide aux prisonniers russes en Finlande, daté du 10 décembre 1942.

47 *Ibid.,* Retranscription d'une écoute téléphonique transmis à la sureté vaudoise datée du 16 décembre 1942, p. 2.

48 AF, E4450#1000/864#4452,* Guido Pidermann, Über die Frage der russischen Kriegsgefangenen in Finnland Zürich Selbstverlag (Dossier).

Sachant que la solidarité avec la Finlande pendant la guerre d'hiver n'a subi aucune restriction, on peut supposer que c'est par peur du communisme (ou plus exactement du stalinisme).

La soirée aura finalement lieu, mais l'autorisation de parler de Hans Mühlenstein est supprimée; un film documentaire sur le Caucase «approuvé par la censure» remplacera le discours. Divers petits groupes de policiers surveilleront attentivement la soirée et rédigeront un rapport de quatre pages:

> L'événement s'est terminé par le chant debout de l'hymne national russe avec un accompagnement musical. L'événement s'est terminé à 22 h 50. Quelques photographies de soldats russes en captivité en Finlande étaient fixées avec des punaises sur les murs à gauche et à droite dans la salle. Dans le foyer du théâtre deux nappes avaient été étendues et de jeunes garçons et filles ont crié quelque chose.[49]

La campagne de solidarité prendra également la voie parlementaire. C'est ainsi que le journal socialiste *La Sentinelle* du 4 décembre 1942[50] note qu'au Grand Conseil de Bâle-Ville, un interpellateur socialiste a «invité le gouvernement bâlois à appuyer publiquement cette œuvre purement humanitaire». Le journal *Der Bund* du 7 décembre 1942 l'évoque également, ainsi que la *Neue Zürcher Zeitung* le lendemain. Quelques jours plus tard, le 22 décembre, *La Sentinelle* aborde la collecte qui a lieu à Courtételle, un petit village jurassien:

> [l]a quête pour les prisonniers russes en Finlande a produit une jolie somme de 40.– frs pour notre village et je tiens à remercier chaleureusement tous les petits et grands donateurs pour leur geste dans l'espoir qu'il contribuera à sauver des vies humaines.[51]

Dans une note datée du 18 décembre 1942, un dénommé «S.» mentionne à Edouard de Haller qu'il a reçu Regina Kägi-Fuchsmann qui dirige le Secours prolétarien aux enfants, soutenu par le PS et l'Union syndicale suisse, et qu'elle lui a affirmé «qu'il serait facile de recueillir 2 fois 50'000.– frs si l'on pouvait parler publiquement».[52] Finalement, la Confédération décidera de doubler cette somme pour la confier à la Croix-Rouge suisse, qui la remettra au CICR.[53]

Le Comité pour l'aide aux prisonniers russes fait face à de grandes difficultés en comparaison avec d'autres missions. Par exemple, le colonel suisse Eugen Bircher effectuera, avec des centaines de médecins et infirmiers, quatre

49 *Ibid.,* p. 3.

50 Concernant l'orientation politique du journal, voir Marc Perrenoud, «La Sentinelle» sous surveillance. Un quotidien socialiste et le contrôle de la presse (1939-–945), in: Revue Suisse d'Histoire 37/2 (1987), p. 137–168.

51 La Sentinelle, 22 décembre 1942.

52 AF, E4450#1000/864#4452*, Guido Pidermann, Über die Frage der russischen Kriegsgefangenen in Finnland Zürich Selbstverlag (Dossier).

53 L'initiative de Pidermann n'est pas mentionnée dans l'ouvrage de référence de l'historien Jean-Claude Favez, Une mission impossible?, Lausanne 1988.

missions militaro-sanitaires. Celles-ci sont entérinées par le Conseil fédéral et organisées sous le patronage de la Croix-Rouge suisse.[54] Elles ont lieu sous les ordres de la Wehrmacht, sur le front de l'Est; si certains membres de la mission médicale – des médecins et des infirmières, ainsi que des auxiliaires – assistent à l'holocauste par balles, à leur retour en Suisse, il leur est interdit de rapporter ce qu'ils ont vu.[55]

En Finlande, à la fin des hostilités, les prisonniers de guerre soviétiques sont progressivement rapatriés, avec un premier groupe comptant 1'078 détenus. Comme le relève Tigran S. Drambyan, à la fin des hostilités, le bilan des prisonniers soviétiques est lourd: le sort de pas moins de 44'453 prisonniers russes demeure inconnu, dont les noms figuraient sur une liste fournie aux Soviétiques par la Croix-Rouge finlandaise.[56] On ignore quel fut l'impact de l'aide helvétique sur leur sort.

Conclusion

Dès le tournant de la bataille de Stalingrad, lors de l'hiver 1942–1943, les milieux helvétiques en faveur de la reprise des relations diplomatiques donnent de la voix en Suisse, mais l'URSS refuse les approches du gouvernement en avançant que «le gouvernement suisse, violant ses vieilles traditions démocratiques, a poursuivi durant de nombreuses années une politique pro fasciste» et que, par conséquent, «le Gouvernement soviétique refuse d'accepter la proposition du Gouvernement suisse pour le rétablissement des relations diplomatiques […]».[57]

Les affaires de censure qui ponctuent notre étude, le communiqué de l'ATS, ainsi que le soupçon pesant sur l'édition du *Memorandum* de Pidermann permettent de mieux saisir le caractère systématique de la censure en Suisse à cette époque. Ces épisodes questionnent le caractère démocratique d'une société dont l'information est soigneusement contrôlée par le gouvernement et l'armée.[58] L'action de Pidermann interroge quant à elle la neutralité helvétique, particulièrement en regard de l'aide de la Croix-Rouge au travers des missions militaro-sanitaires du colonel Bircher, qui, elles, reçurent l'aval des autorités helvétiques à la même époque.

54 Voir le site de la Croix-Rouge suisse: https://histoire.redcross.ch/evenements/evenement/les-missions-medicales-de-la-crs-sur-le-front-de-lest.html (16.1.2026).

55 Croix-Rouge suisse, «Les missions médicales de la CRS sur le front de l'Est», https://www.histoire.redcross.ch/evenements/evenement/les-missions-medicales-de-la-crs-sur-le-front-de-lest.html (16.01.2026).

56 Drambyan, Des pages méconnues, p. 668.

57 L'Ambassadeur d'Union Soviétique à Londres à la Légation de Suisse à Londres, le 1er novembre 1944, http//dodis.ch/ 47881.

58 Voir à ce sujet Georg Kreis, Zensur und Selbstzensur, Frauenfeld 1973.

Les difficultés de l'aide apportée par Pidermann et son Comité aux Alliés en Finlande ne se sont pas arrêtées avec l'octroi d'une aide complémentaire de la Confédération. Le médecin Paul Parin note deux ans plus tard, quand Pidermann organise des missions sanitaires pour les partisans de Tito en Yougoslavie: «[p]our partir nous avons eu tous les obstacles possibles des autorités. Nous avons su plus tard qu'un officier avait écrit que ces communistes ne quitteraient jamais la Suisse».[59]

L'«affaire Pidermann» apporte également un nouvel éclairage sur une Suisse aussi proche du Reich qu'éloignée de l'URSS, alors même que cette dernière appartient, dès 1941, au camp des Alliés. Un point conflictuel particulier a souvent été mis en avant par l'URSS: le sort de ses prisonniers de guerre évadés d'Allemagne, réfugiés dans les camps helvétiques. Deux d'entre eux ont été tués par leurs gardiens:

> [l]es conditions d'accueil des prisonniers russes en Suisse sont dénoncées une première fois en septembre 1943 par la radio soviétique. L'une d'entre elles mentionne que les gardes suisses utilisent des chiens pour surveiller les camps où sont internés les Soviétiques.[60]

Il reste difficile de savoir si les autorités helvétiques ont rappelé aux Soviétiques, lors des discussions diplomatiques, qu'ils avaient aidé les prisonniers russes de la guerre de Finlande grâce au comité de Pidermann. Il faudra attendre mars 1946 pour que les relations diplomatiques entre la Suisse et l'URSS se rétablissent.

Enfin, l'action de Guido Pidermann s'inscrit en faux par rapport à la politique du CICR, qui, rappelons-le, privilégie la discrétion dans ses démarches consistant à rendre visite aux prisonniers, pour ensuite adresser des recommandations confidentielles aux autorités ou aux gouvernements concernés. Jugeant parfaitement inefficace cette conception, le Comité de soutien aux prisonniers russes a prouvé l'utilité, voire la nécessité, de dénoncer publiquement les conditions de détention des prisonniers soviétiques, pour faire appel à la solidarité populaire et institutionnelle.

Pidermann poursuivra son action humanitaire sur d'autres terrains, parfois en tant que délégué du CICR. En 1944, avec quelques collègues médecins, il dirigera quatre missions sanitaires en Yougoslavie[61] pour aider les partisans organisés par la Centrale sanitaire suisse, créée en 1937 lors de la guerre d'Espagne. Il travaillera ensuite pour le CICR. On le retrouvera en 1953 en Hollande lors d'une catastrophe naturelle, mais aussi en Afrique, au Yémen, pendant la guerre civile en 1963, et particulièrement lors de la guerre du Biafra en 1967.

59 Daniel Künzi, Swiss Doctors with Yougoslavian Resistance, 1944–1945, Suisse 2006, https://culturunplugged.com/documentary/watch-online/play/11381/Swiss-Doctors-with-Yougoslavian-Resistance-1944-1945 (16.01.2026), séquence à la seizième minute, diffusion TV5 Monde, etc., 20.12.25.

60 Pavillon, L'ombre rouge, p. 184.

61 Paul Parin, Es ist Krieg und wir gehen hin. Bei den jugoslawischen Partisanen, Wien 1994.